



Westminster & City News

NUMÉRO 26

Du 26 juin au 2 juillet 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

L'agence de gestion de la dette souveraine (DMO) a revu à la hausse son plan d'émission d'obligations – Afin de soutenir les besoins de financement du gouvernement, le DMO a relevé son [plan d'émission](#) de 50 Md£, pour un montant total de 275 Md£ entre avril et août 2020. Sur cette période, le *Treasury* aura émis 55 Md£ de titres par mois, soit plus de quatre fois le montant prévu lors du Budget de mars dernier. Bien que signalant une détérioration des finances publiques et un besoin de liquidité pressant en amont des annonces de relance, le *Treasury* n'a pas eu pour le moment de difficultés à se financer, profitant de taux d'intérêt bas, voire négatifs sur la dette à court-terme. L'extension du programme d'achats d'actifs de la Banque d'Angleterre en juin de 100 Md£ devrait continuer de soutenir les conditions favorables de financement du gouvernement pour les prochains mois. Le DMO annoncera son plan d'émissions pour la période septembre-novembre 2020 à la fin du mois de juillet.

La croissance au T1 a été revue à la baisse, s'établissant à -2,2 % contre -2,0% lors des premières estimations – La révision provient majoritairement d'une correction de la consommation des ménages (- 2,9 % contre - 1,6 %) et de l'investissement (- 1,1 % contre - 1,0 %).

A. Haldane a indiqué que l'économie britannique avait mieux rebondi qu'anticipé – Lors d'un [webinar](#), le chef économiste de la Banque d'Angleterre a mis en avant la performance des ventes au détail, des indices d'activité PMI et des indices de mobilité qui suggèreraient une contraction du PIB autour de - 20 % au T2 contre - 28 % anticipé dans le scénario de la BoE publié en mai. Au second semestre 2020, deux scénarios seraient envisageables : (1) un ralentissement de la reprise causé par une hausse du chômage et une baisse de la consommation, entraînant des problèmes de liquidité pour les entreprises, ou (2) un cercle vertueux entraîné par la dépense de l'épargne accumulée par les ménages (en hausse à 8,6 % des revenus disponibles au T1, contre 6,6 % au T4 2019), permettant aux entreprises de dégager des profits et de sauvegarder les emplois de leurs salariés (hypothèse d'une reprise en V). Au regard du rebond d'activité et des risques inflationnistes qui en résultent, A. Haldane a voté contre l'extension du programme d'achats d'actifs de la BoE lors de la dernière réunion du comité de politique monétaire, mais a indiqué se tenir prêt à agir si la conjoncture économique se détériorait.

POLITIQUE COMMERCIALE

Le Department for International Trade (DIT) annonce la revue de ses outils de modélisation commerciale – Alors que les effets économiques du coronavirus pèsent d'ores et déjà lourdement sur l'économie britannique, le DIT a annoncé vouloir revoir ses modélisations commerciales afin de s'assurer que les futurs accords de libre-échange (ALE) participent le plus efficacement à la reprise. Cette réévaluation sera dirigée par l'économiste en chef du DIT, Richard Price, qui s'appuiera sur l'expertise du Treasury et d'un panel externe d'universitaires piloté par Tony Venables, professeur d'économie à l'université d'Oxford. Le DIT indique vouloir intégrer dans ses futures modélisations l'impact du coronavirus ainsi que d'autres facteurs tels que l'innovation et l'investissement, dans le but de mieux définir ses priorités de négociations et d'identifier les domaines les plus susceptibles de bénéficier des

futurs ALE. Le DIT n'a cependant pas encore indiqué à quelle échéance cette réévaluation serait conduite ni quel serait le calendrier de travail du panel d'universitaires.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Le RU et la Suisse s'engagent à poursuivre un accord bilatéral sur les services financiers – Dans une [déclaration commune](#), le HMT et le Ministère des finances suisse ont annoncé l'objectif de trouver un accord pour faciliter les échanges transfrontaliers de services financiers. Cet accord passera par la reconnaissance mutuelle – sur la base de la proportionnalité (« *outcomes-based mutual recognition* ») – des régimes de régulation et de supervision entre les deux pays, dans les domaines de l'assurance, la banque d'affaires, la gestion d'actifs, et des infrastructures de marché. Le chancelier R. Sunak a également déclaré que le HMT avait déjà jugé la réglementation suisse des marchés boursiers équivalente aux normes britanniques. Par ailleurs, la déclaration note le souhait de créer un processus « clair et transparent » quant au retrait des décisions de reconnaissance mutuelle. Le *UK-Swiss Financial Dialogue* du 8 septembre sera l'occasion de fixer les prochaines étapes des négociations, qui devraient débiter sans délais. Le futur accord passera par le dépôt d'un instrument statutaire au Parlement britannique, après l'entrée en vigueur des prérogatives d'équivalence du HMT à la fin de la période de transition.

La PRA lance une consultation sur la publication d'informations techniques relatives à Solvabilité II – Ces informations techniques permettent d'évaluer les passifs détenus en différentes devises par les assureurs. La PRA [propose](#) de conserver les méthodologies utilisées par l'EIOPA pour publier ces informations après la fin de la période de transition, à quelques exceptions près. Premièrement, la PRA propose d'ajuster la méthodologie pour sélectionner les devises couvertes (« *PRA relevant currencies* »). Ce choix se fera sur la base de la matérialité (devises utilisées par les assureurs britanniques pour exprimer les provisions techniques) et inclura les devises pour lesquelles les assureurs peuvent utiliser la correction pour volatilité (« *volatility adjustment* ») et l'ajustement égalisateur (« *matching adjustment* »). Deuxièmement, la PRA propose d'ajuster la méthodologie concernant l'évaluation des portefeuilles de références utilisés dans le calcul des corrections pour volatilité, afin que ceux-ci reflètent les risques liés aux actifs détenus par les assureurs britanniques. La PRA invite les entreprises concernées à répondre à la consultation d'ici le 30 septembre 2020.

FCA et BoE publient un guide pour le secteur financier sur les informations liées aux risques climatiques – Ce [guide](#) du *Climate Financial Risk Forum*, qui n'est pas obligatoire, fournit des conseils sur ce que les entreprises pourraient faire pour renforcer leur communication financière publique en matière de climat. Les recommandations se déclinent en trois catégories : les mesures de base, qui sont largement utilisées et disponibles aujourd'hui ; les mesures extensibles, dont les méthodologies sont à un stade précoce de développement ; et les mesures avancées, qui sont considérées comme susceptibles d'être utiles mais dont les méthodologies ne sont pas encore au point. Le secteur bancaire, qui est le plus avancé, est appelé à divulguer la proportion de clients présentant de bonnes pratiques en matière de divulgation et la proportion de produits détenus dans des secteurs à faible émission de carbone. Pour les gestionnaires d'actifs qui sont encore à un « stade émergent », le guide conseille de se concentrer sur les évaluations prospectives des risques et leurs conséquences.

Le gouvernement est appelé à mettre en place une charte de la diversité raciale au sein des services financiers – Dans un [article](#) de *Financial News*, des personnalités du monde de la finance et de la politique ont demandé au Trésor de mettre en place un programme pour les services financiers, similaire à la charte gouvernementale *Women in Finance*, afin de remédier au manque de diversité ethnique raciale au sein des grandes banques, des gestionnaires d'actifs et autres secteurs des services financiers. A l'heure actuelle, les institutions financières basées au RU ne sont pas tenues de divulguer la proportion d'employés issus des minorités ethniques dans leurs effectifs, beaucoup d'entre elles ne le souhaitent pas et très peu ont adhéré à la charte « Race at Work » créée en 2018. Les entreprises ne peuvent pas légalement obliger leurs employés à révéler leur origine ethnique, ce qui rend la compilation des données plus difficile pour les entreprises du RU.

Londres devient l'un des centres d'innovation de la Banque des règlements internationaux – La BoE a été [désignée](#) pour accueillir un des pôles « innovation » de la Banque des règlements internationaux (BRI) aux côtés d'autres banques centrales européennes (Paris, Francfort, Stockholm). Le pôle d'innovation de la BRI a été créé en 2019 afin d'identifier et de développer des connaissances approfondies sur les tendances des technologies

financières qui intéressent les banques centrales, d'explorer le développement de biens publics pour améliorer le fonctionnement du système financier mondial et d'offrir des ressources à un réseau d'experts des banques centrales en matière d'innovation. Parmi les projets en cours se trouvent les travaux sur le développement des pratiques technologiques de réglementation et de surveillance, la *tokenisation* ou la surveillance des marchés à évolution rapide.

BANQUES & ASSURANCES

Plus de 43 Md£ de prêts ont été octroyés aux PME et ETI à travers les divers dispositifs du HMT – Selon les derniers [chiffres](#) du HMT (28 juin), plus de 13 Md£ ont été octroyés à travers les programmes *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* et *Coronavirus Large Business Interruption Loan Scheme*, qui permettent aux entreprises d'emprunter jusqu'à 200 M£ avec une garantie d'État de 80 %. Le programme *Bounce Back Loans*, qui permet aux PME d'emprunter entre 2 000 £ et 50 000 £ avec une garantie d'État de 100 %, a généré plus de 967 000 prêts, d'une valeur totale de 29,5 Md£. Enfin, 320 M£ de prêts convertibles ont été déboursés à plus de 322 entreprises à travers le *Future Fund*, qui ouvre une source alternative de financement aux entreprises innovantes n'ayant pas accès aux prêts garantis par l'État.

La FCA confirme l'entrée en vigueur de mesures de soutien financier pour les particuliers – Les particuliers dont le moratoire sur les paiements de remboursement de carte de crédit ou de prêt personnel va prendre fin cet été devront prendre contact avec leur banque. Ceux en capacité de recommencer les paiements des échéances seront incités à le faire. Les clients en difficulté pourront demander à leur banque d'allonger le moratoire, ou de leur accorder une baisse du montant des remboursements, pour trois mois supplémentaires. Ils pourront également bénéficier de la non-facturation des frais de découvert jusqu'à 500 £ pendant trois mois supplémentaires. Les particuliers n'ayant pas encore demandé un moratoire sur les remboursements de carte de crédit et prêt personnel, ou une autorisation de découvert gratuite de 500 £, auront jusqu'au 31 octobre 2020 pour le faire.

Lloyds cherche à développer ses activités d'assurance et de gestion d'actifs – En tant que première banque britannique pour les particuliers, Lloyds est particulièrement exposée à des taux d'intérêts historiquement bas. Selon le *Financial Times*, chaque réduction du taux directeur réduit de 150 M£ les revenus nets d'intérêts annuels de Lloyds. Contrairement à ses principales rivales (HSBC, Barclays, RBS), elle ne dispose pas d'une banque d'investissement ou de réseaux de détail à l'international pour diversifier ses sources de revenus. Dans ce but, la banque songerait donc à développer davantage ses activités d'assurance et de gestion d'actifs à travers sa marque Scottish Widows, qui représentait en 2019 environ 15 % des bénéfices du groupe. Lloyds pourrait donc ressusciter le modèle de « bancassurance », abandonné par la grande majorité des banques britanniques dans les années 2000.

La FCA autorise Wirecard à reprendre ses activités au RU – Après avoir suspendu toutes les activités réglementées et de cessions d'actifs ou de fonds des filiales britanniques de Wirecard le 26 juin, la FCA a finalement donné son [accord](#) à une reprise des activités à compter du 30 juin minuit. Cette décision est consécutive aux discussions entre le ministère du travail et des pensions, le Trésor et le ministère de l'intérieur qui se sont notamment concentrées sur l'assistance aux clients qui se sont retrouvés en difficulté financière à la suite du dépôt de bilan de la Fintech allemande. Un certain nombre de banques numériques britanniques avait annoncé suspendre leurs services de paiement reposant sur les produits Wirecard (comme Curve ou Revolut). La levée des restrictions intervient alors que la *Emerging Payments Association* qui représente plus de 130 entreprises a alerté sur les risques de faillites d'entreprises et les pertes d'emplois dues à la suspension des activités de Wirecard. Malgré l'autorisation de la FCA, Wirecard reste soumise à des restrictions pour ses opérations de comptes de dépôts et de transfert de ses actifs.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 2 juillet 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,1%	-4,3%
Balance des B&S		-0,4%	-1,4%
Balance des biens		-4,9%	-6,5%
Balance des services		4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16	1,14
	GBP/USD	1,28	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.